



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bruxelles, 9 décembre 2021

Analyse MAHA 2021

Stress-test pour le secteur hospitalier en Belgique

Chiffres de 2020 et premier aperçu pour 2021

Le secteur hospitalier subit actuellement de plein fouet la quatrième vague de la pandémie de Covid-19. Le tribut payé lors des trois vagues précédentes était déjà extrêmement lourd et la lutte n'est pas encore terminée.

Ce n'est pas seulement le personnel hospitalier qui est mis à rude épreuve. La situation financière des hôpitaux est également mise à mal par la pandémie. Les précédentes analyses MAHA ont déjà montré que, sur le plan financier, les hôpitaux n'étaient pas en mesure d'absorber un tel choc.

Lors de la première vague de Covid-19, de nombreux hôpitaux ont connu des difficultés financières car il n'y avait plus suffisamment de rentrées de liquidités pour faire face à leurs obligations.

Le gouvernement fédéral a réagi rapidement en octroyant près de 2 milliards d'avances dans les soins de santé et un financement structurel supplémentaire de 1,2 milliard d'euros en 2020, 2021 et 2022 en vue de renforcer le personnel soignant. Les hôpitaux généraux ne constituent cependant qu'une partie de l'ensemble des soins de santé et n'ont dès lors pas reçu tous ces moyens. (infra)

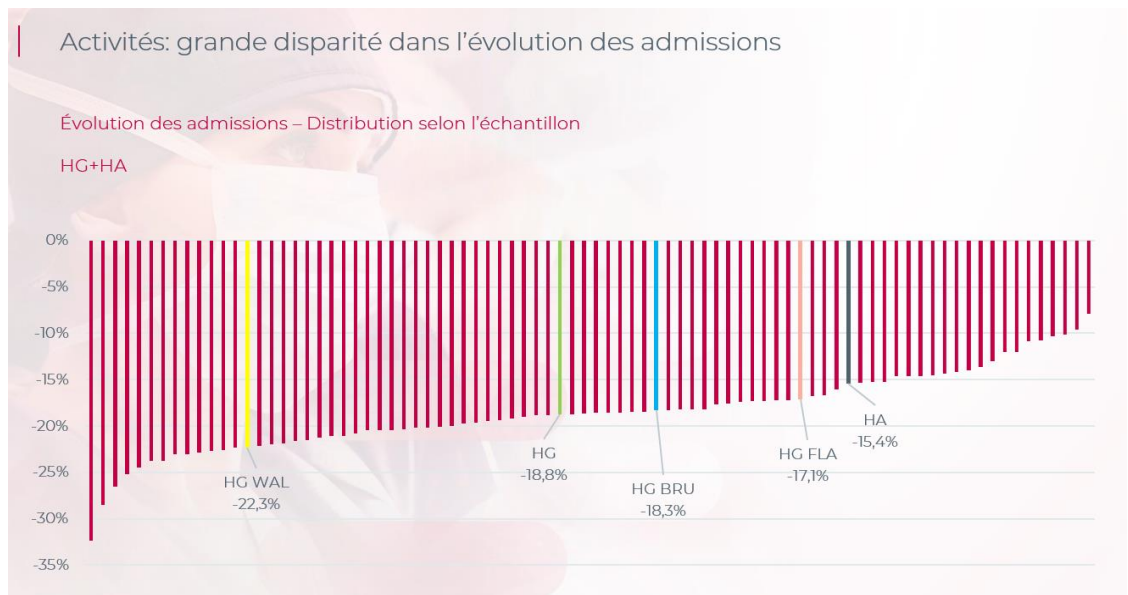
Dans l'analyse MAHA, nous nous demandons si les avances que les hôpitaux ont reçues étaient suffisantes pour maintenir le secteur à flot. Nous voulons également savoir si l'injection structurelle destinée au personnel soignant a effectivement permis d'augmenter les recrutements. Nous avons épluché les comptes de 2020 et les avons étoffés avec des résultats des enquêtes réalisées auprès des hôpitaux concernant le premier semestre 2021.

Les admissions classiques et les hospitalisations de jour en chirurgie ont diminué de 18,2 % en 2020

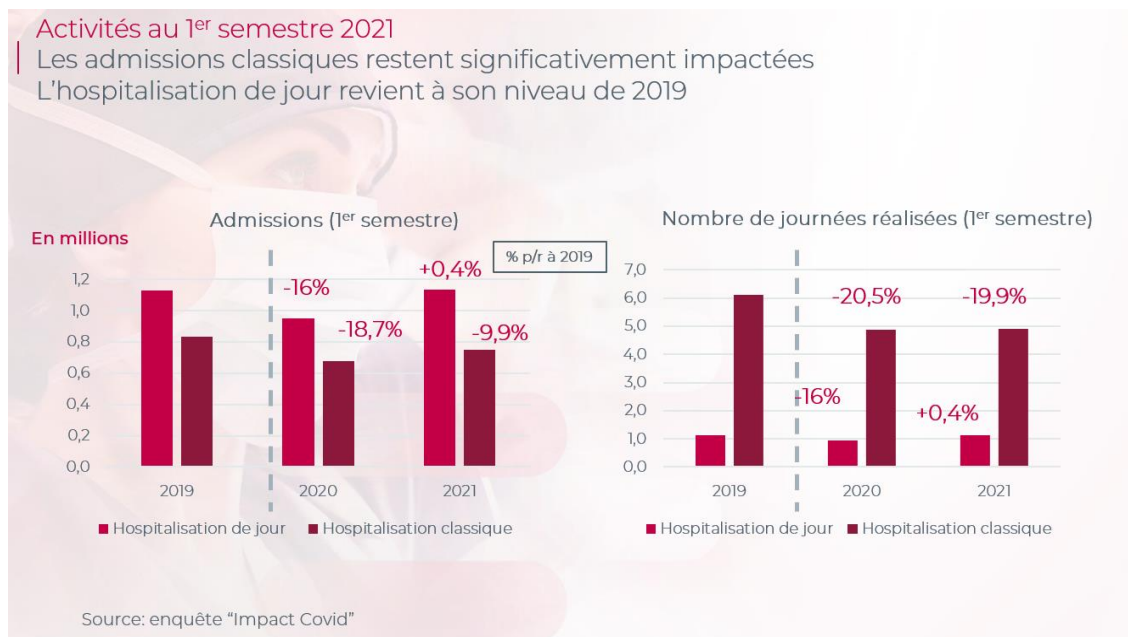
Dans les hôpitaux généraux, les activités normales ont été gravement affectées par la crise du Covid-19. En 2020, le nombre d'admissions classiques et d'hospitalisations de jour en chirurgie a régressé de 18,2%. La baisse la plus importante a eu lieu en avril 2020, avec des admissions qui ont plongé de pratiquement 60% par rapport à la même période de 2019, principalement à la suite de la première vague. En effet, les autorités avaient imposé aux hôpitaux l'arrêt de toutes les activités non urgentes à partir de la mi-mars.

Lors de la deuxième vague, en automne, les admissions ont chuté de plus de 40% en novembre. Il ne s'agit là que de moyennes. Il est clair que les hôpitaux n'ont pas tous dû réduire leurs admissions régulières dans les mêmes proportions. Dans certains hôpitaux, la baisse a été d'environ un tiers sur l'ensemble de l'année, tandis que d'autres ont signalé «seulement» un recul de 10% des admissions. En moyenne, les hôpitaux wallons ont enregistré 5,2 points de pourcentage d'admissions en moins que les hôpitaux flamands. Cela pourrait s'expliquer notamment par le fait qu'en Flandre, l'infrastructure hospitalière est plus moderne. Elle compte davantage de chambres individuelles, ce qui signifie qu'il y avait plus de capacité dans un contexte où les patients ne pouvaient plus partager de chambre.

D'autres explications à ces différences résident également dans le fait que certaines régions ont été plus durement touchées par le Covid-19 ainsi que dans la façon dont les hôpitaux se sont organisés. Ainsi, un certain nombre d'hôpitaux ont recouru à la télémedecine.



Au printemps de cette année, nous avons été confrontés à la troisième vague de Covid-19. Une enquête auprès des hôpitaux généraux sur leur activité au premier semestre 2021 montre que, de ce fait, leurs hospitalisations classiques restent sous pression. Par rapport à 2019, ils font encore état d'une baisse de 9,9% des admissions classiques et d'un cinquième des journées d'hospitalisation.

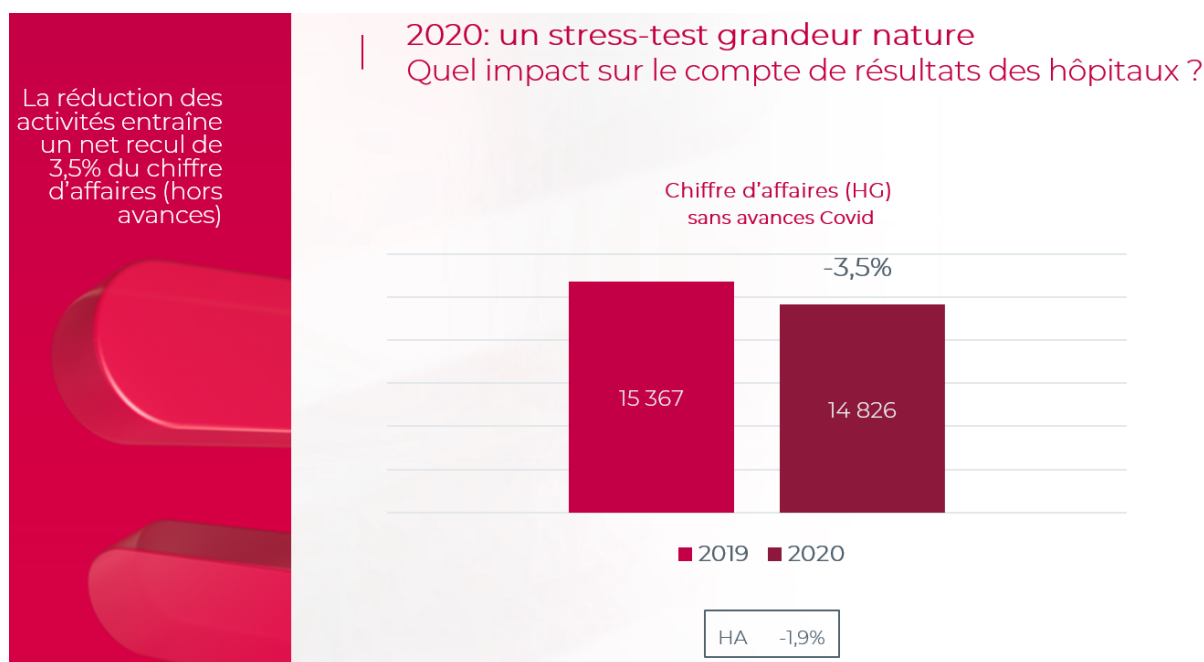


Les hospitalisations de jour (dont les hospitalisations de jour en chirurgie, oncologie, gériatrie...) se redressent toutefois et sont même légèrement supérieures à leur niveau de la même période en 2019. L'augmentation s'élève à 0,4%, tant pour les admissions que pour le nombre de journées d'hospitalisation.

Ce qui frappe, c'est que la durée du séjour – qui diminuait d'année en année avant l'arrivée de la pandémie – est repartie à la hausse en 2020. Peut-être est-ce dû au fait que certains patients Covid restent hospitalisés durant plusieurs semaines.

En 2020, le chiffre d'affaires des hôpitaux généraux a chuté de 3,5%

Si nous ne tenons pas compte des avances versées par les autorités fédérales, nous constatons que les hôpitaux généraux enregistrent une chute de leur chiffre d'affaires de 3,5% en 2020.



Ici aussi, la différence entre les hôpitaux est importante. Certains enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires de près de 10% tandis qu'un petit nombre réalise par contre un chiffre d'affaires supérieur à celui de 2019. Cela pourrait également s'expliquer par la différence dans l'intensité des hospitalisations dues au Covid-19 et dans le mode d'organisation.

Le budget supplémentaire pour le personnel soignant ne se traduit pas encore par une augmentation substantielle du nombre d'infirmiers au chevet des patients

Les autorités fédérales ont également prévu d'injecter des fonds supplémentaires pour renforcer le personnel soignant dans le secteur des soins de santé: il s'agit de plus de 1,2 milliard d'euros au total sur les années 2020, 2021 et 2022. Le Fonds Blouses Blanches (au total + 402 millions d'euros) prévoit des moyens supplémentaires afin



d'augmenter le nombre d'infirmiers au chevet des patients. En outre, les salaires du personnel soignant sont revalorisés grâce à un accord social de 600 millions. Et ce, pour accroître l'attractivité de la profession.

En 2020, les hôpitaux généraux employaient 76.694 équivalents temps plein, dont 45.091 en ce qui concerne le personnel soignant. En dépit des moyens supplémentaires issus du Fonds Blouses Blanches, seuls 558 équivalents temps plein supplémentaires sont venus renforcer le personnel soignant. Les hôpitaux peinent à trouver de la main-d'œuvre. De plus, ils sont confrontés à un exode de leur personnel soignant, parce que certains n'ont plus le moral, mais aussi en raison d'un absentéisme élevé dû à l'épuisement et à la maladie. La crise du Covid-19 peut donc être qualifiée de crise du personnel tout autant que de crise des lits.

Pour faire face aux conséquences financières de la crise du Covid-19, le gouvernement fédéral a octroyé une avance de trésorerie de 1,428 milliard d'euros aux hôpitaux généraux

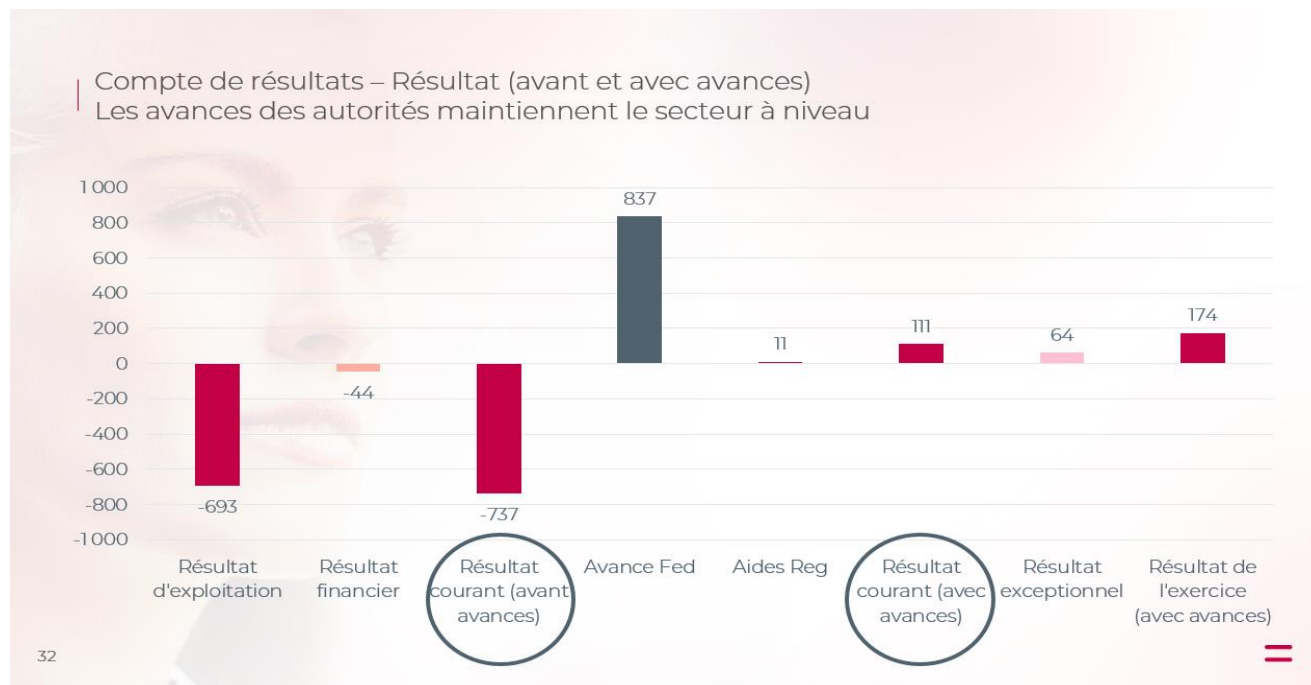
Le gouvernement fédéral a octroyé aux hôpitaux généraux une avance de trésorerie de 1,428 milliard d'euros pour qu'ils puissent continuer à payer leurs factures. L'enquête que nous avons menée auprès des hôpitaux indique que, sur cette avance, ils ont intégré 837,4 millions d'euros dans leur résultat de 2020. Le solde a été comptabilisé comme montant de rattrapage, ce qui signifie qu'ils s'attendent à devoir le rembourser à l'État. Mais vu la durée de la crise, le montant non dépensé servira à soutenir l'exercice 2021 et peut-être aussi 2022.

Nous avons voulu savoir à quoi auraient ressemblé les résultats si le gouvernement n'avait pas octroyé ces avances. Nous savons, grâce aux précédentes analyses MAHA, que les honoraires et la pharmacie constituent des sources de revenus importantes pour compléter le Budget des Moyens Financiers qu'un hôpital perçoit de la Sécurité sociale. Or, les honoraires ont chuté en raison de la baisse d'activités due à l'impact du Covid. Quant aux revenus générés par la pharmacie, ils sont plutôt en statu quo.

La baisse de ces recettes devrait faire passer le résultat d'exploitation dans le rouge, à moins 693 millions d'euros. Si l'on ajoute les frais et revenus financiers, le résultat d'exploitation ordinaire serait négatif de 737 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation ordinaire - avec les avances versées par le gouvernement - laisse entrevoir une légère amélioration, mais reste faible par rapport au chiffre d'affaires

Les avances octroyées par le gouvernement fédéral ont tout juste permis de maintenir les hôpitaux à flot sur le plan financier. La comptabilisation des 837,4 millions d'euros de liquidités Covid versés par le gouvernement fédéral et les aides régionales additionnelles ont permis de garder le résultat d'exploitation ordinaire dans le vert, à 111 millions d'euros. Il s'agit de 29 millions d'euros de plus qu'en 2019, mais par rapport à un chiffre d'affaires de plus de 15 milliards d'euros, cela reste un résultat fragile. Autrement dit: le résultat d'exploitation ordinaire n'atteint que 0,72% du chiffre d'affaires. Une légère amélioration par rapport au 0,54% de l'année précédente.



Les résultats varient d'une Région à l'autre. Les hôpitaux wallons atteignent un résultat d'exploitation ordinaire de 4,5 millions d'euros. À Bruxelles, la perte se creuse encore davantage, avec un résultat d'exploitation ordinaire de -20 millions d'euros. Quant aux hôpitaux flamands, ils affichent un résultat en amélioration, à 127,7 millions d'euros. Le flux de trésorerie d'exploitation atteint 1,069 milliard d'euros, avec une marge disponible de 449 millions d'euros. Sans les avances, cette marge disponible serait totalement inexistante et les hôpitaux ne pourraient plus répondre à leurs obligations financières.

Les investissements bruts sont en baisse depuis plusieurs années et continuent de diminuer en 2020

En 2020, les fonds propres augmentent de 1,6%, à 6,697 milliards d'euros. Mais les dettes augmentent plus fortement. En effet, une dette vis-à-vis de l'État est comptabilisée parce que les hôpitaux estiment qu'ils ont reçu trop d'avances. Celles-ci devront être remboursées en 2023. Toutefois, comme indiqué ci-dessus, les montants de rattrapage seront sans doute répartis sur l'année 2021 et 2022 parce que la pandémie bat encore son plein.

La dette financière recule de 5,1%, à 5,069 milliards, d'euros en raison de la baisse des investissements.

Depuis trois ans déjà, les investissements bruts régressent, s'établissant à 655 millions d'euros pour les hôpitaux généraux. Cela représente un recul de 16% par rapport à 2019. Seuls les hôpitaux wallons affichent un rythme d'investissement plus élevé. En effet, ils ont lancé le plan de construction wallon avec le soutien des autorités wallonnes depuis 2019.

Les hôpitaux flamands avaient déjà connu une période d'investissement précédemment. Quoi qu'il en soit, tout ce qu'on peut dire, c'est que les investissements sont insuffisants pour préparer le secteur hospitalier belge aux soins du futur.



Le financement des hôpitaux reste précaire et une réforme de grande ampleur s'impose

Une nouvelle fois, l'analyse MAHA montre que les hôpitaux belges sont dans un équilibre financier précaire, tout en étant confrontés à plusieurs défis de taille en même temps. Le paysage des soins de santé est en train de changer radicalement. Il est notamment demandé aux hôpitaux de former des réseaux et d'y adapter l'offre de soins. Par ailleurs, des investissements considérables sont nécessaires pour assurer la transformation digitale des hôpitaux, permettre une meilleure circulation des informations et renforcer encore la cybersécurité. En outre, les hôpitaux n'échapperont pas, à terme, aux normes plus strictes en matière d'efficacité énergétique et de durabilité de leurs infrastructures. À tout cela est encore venue s'ajouter la lutte contre la crise du Covid-19. Les interventions financières, tant structurelles qu'à la suite de la crise du Covid-19 ont permis au secteur hospitalier de garder la tête hors de l'eau en 2020. Mais une profonde refonte de leur financement s'impose, comme prévu dans l'accord gouvernemental.

En savoir plus ?

Contact presse

Belfius Banque & Assurances

Ulrike Pommee, + 32 (0)2 222 02 57 / ulrike.pommee@belfius.be - press@belfius.be